

évolue avec les époques. En revanche, on peut être frappé par la permanence de certaines questions dans l'histoire militaire chinoise : la militarisation/démilitarisation de la société, le rôle du centre et de la périphérie, la question de la steppe, pour ne prendre que ces exemples.

Terminons par quelques regrets, des plus mineurs : l'absence de contributions sur les Dynasties du nord et du sud et sur les Ming (pour ce dernier cas, l'éditeur avance le nombre déjà élevé de travaux), de bibliographie (générale ou en fin d'article), et de cartes dans l'article de Thompson. Parmi les quelques coquilles, notons que la célèbre phrase de Végèce *Qui desiderat pacem, praeparet bellum* devient (p. 254, note 10) *Qui desiderat pacem, praeparet helium* ! Pour le reste – et Van de Ven l'admet volontiers dans l'introduction –, bien des aspects de l'histoire militaire chinoise (le financement des guerres, le fonctionnement des institutions militaires, la marine, etc.) demeurent absents de ce volume. Ces regrets n'enlèvent rien à la qualité de ce livre, et l'on ne peut que souhaiter que d'autres travaux paraissent à l'avenir dans ce domaine passionnant.

Jérôme Kerlouégan

EHESS, Paris

**Jean François Billeter**, *Chine trois fois muette : Essai sur l'histoire contemporaine de la Chine* suivi de *Bref essai sur l'histoire chinoise, d'après Spinoza*, Paris : Éditions Allia, 2000. 146 pages

Jean François Billeter, éminent sinologue de la Chine ancienne, se distingue aussi par ses préoccupations pour la Chine moderne. Pour lui, malgré sa présence plus importante que jamais sur le plan économique, la Chine est néanmoins absente, silencieuse et muette. Son malaise résulterait de ce que « certaines choses ne sont pas dites [...] parce qu'elles ne sont pas conçues – ni en Chine ni ailleurs ». Dans *La Chine trois fois muette* il tente de concevoir et de dire ces choses.

Pour réfléchir sur la Chine actuelle, il faut d'abord comprendre le

processus historique qui a façonné le monde moderne. Avant d'aborder la spécificité du mutisme de la Chine, Billeter analyse l'histoire du capitalisme, ou de la domination de l'économie, sur la période couvrant les six derniers siècles. D'après lui, la Renaissance a donné lieu à « une réaction en chaîne non maîtrisée ». La comprendre est essentiel pour suivre l'argumentation de Billeter. Elle a été produite par la marchandise, considérée comme une relation, dans la droite ligne de Marx et de Debord, et ce n'est que quand ce mécanisme aura été reconnu qu'elle pourra être arrêtée.

Les trois premiers moments de cette réaction couvrent la période allant de la Renaissance au XIX<sup>e</sup> siècle, qui virent émerger la raison marchande, de nouvelles méthodes de division du travail et les sciences modernes. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la raison marchande entreprit de « se soumettre la réalité sociale dans son ensemble » (le travail considéré comme marchandise par exemple). Le fait que cette logique économique soit incapable de se remettre en question, de voir l'historicité de l'inversion du social et de l'économique à laquelle elle a procédé, rend la fin de cette inversion impensable. Le quatrième moment, qui s'achève à l'issue de la Première guerre mondiale, est marqué par une forte progression de la raison économique et par la défaite d'une réaction universelle à cette raison à travers le repli de la classe ouvrière sur des bases nationales. Le cinquième moment s'étend de 1918 à 1945, lorsque les Nazis poussèrent la raison économique jusqu'à la tuerie industrielle. Le sixième moment recouvre la période d'après-guerre, la guerre froide et la décolonisation qui font place à un système indirect de domination. Le septième moment commence avec la chute du Mur de Berlin en 1989 et l'imposition du « new world order ». Cette mondialisation, que Billeter appelle avec raison américanisation, ne fait selon lui que « provoquer l'uniformisation universelle de la vie quotidienne ».

Au début du vingtième siècle, la réaction en chaîne rattrape la Chine. L'auteur distingue quatre grands moments dans ce processus. Le premier, des années 1920 à 1949, est marqué par la formation d'un puissant capital financier basé à Shanghai. Le deuxième, de 1949 à 1957, voit l'appropriation

tion par l'État du capital accumulé par la bourgeoisie de Shanghai, un capital qui se révèle toutefois insuffisant pour faire face aux coûts de l'appareil de l'État, de la pauvreté invaincue, de la collectivisation peu réussie et du mécontentement général. Le troisième moment couvre les années 1957 à 1976 ou 1979 et est caractérisé par de multiples campagnes contre les voix dissidentes et par la Révolution culturelle. Sur le plan économique, le but des autorités est, à l'époque, de bâtir une puissance industrielle capable de rivaliser avec les États-Unis, et la société est ainsi assujettie « à une logique économique qui est fondamentalement la même que dans les pays capitalistes ». Le dernier moment, qui débute à partir de 1979, voit s'imposer une libéralisation économique et sociale qui ne tolère toutefois aucune remise en cause de l'autorité du Parti. Le passé est rejeté, sans jamais être discuté. L'économie fait certes des progrès, mais les conséquences écologiques sont désastreuses. Pour la majorité de la population, la qualité de la vie demeure médiocre : l'éducation reste un privilège et coûte cher, la corruption est endémique et, comme en Occident, la télévision domine. Billeter conclut son analyse par le constat irréfutable que la société chinoise est désormais « soumise à la même logique économique que la nôtre » et que son imaginaire dominant est le même qu'ailleurs.

Le troisième chapitre reprend le titre du livre : trois fois muette, la Chine l'est parce qu'elle ne parle « ni de son présent, ni de son histoire récente, ni de son passé pris dans sa totalité ». Le silence sur le présent se comprend aisément : tout débat sur le pouvoir et ses détenteurs est interdit. Pourtant ce n'est pas tant le manque d'information que le fait que les Chinois ne puissent pas s'exprimer sur ce qui est déjà connu qui est à déplorer. De plus, l'embargo sur le débat est aussi responsable du silence de la Chine sur son histoire récente. Par passé récent, Billeter entend le vingtième siècle, dominé par le Parti communiste. Il faudra repenser le passé récent comme nous l'avons fait en Occident, déclare l'auteur, en citant comme exemple « l'énorme effort qui a été fourni en Europe pour comprendre le national-socialisme, le fascisme et l'histoire dont ils sont sortis ». On pourrait toutefois se demander si cet effort, en Occident, a été

aussi global que le suggère Billeter. En France, ce n'est que récemment que nous avons commencé à nous interroger sur l'histoire de notre colonialisme. La connaissance des événements du 17 octobre 1961 a-t-elle pour autant marqué les esprits de manière à modifier radicalement notre attitude et notre perception de l'Autre parmi nous ? J'en doute fort. On assiste plutôt à un retour aux valeurs dites républicaines et, pour prendre l'exemple des États-Unis, à la montée d'un patriotisme incontestable et à une gestion des souvenirs entièrement défavorable à une réflexion lucide sur le passé. Comme le dit Billeter, « les sociétés protègent de trop grands traumatismes [...] en différant le moment de la vérité jusqu'à ce qu'elle soit devenue supportable ».

L'auteur souligne deux obstacles à un réexamen chinois de l'histoire : le premier est l'établissement des faits, compte tenu de l'absence de témoins et d'archives. Le deuxième est le risque de voir le régime mis en cause. On pourrait en formuler d'autres : un troisième obstacle serait l'invention d'une autre histoire pour remplacer l'histoire officielle ; un quatrième serait la nécessité de replacer l'histoire chinoise dans un contexte mondial sans lequel elle ne serait pas compréhensible. Et puis il y a aussi « cette idée d'une grandeur immémoriale [qui] est le rêve d'une société devenue étrangère à son passé ». Cependant, pour Billeter, le pire n'est pas seulement que la Chine a perdu son mode de vie et ses pratiques historiques, mais que les intellectuels ont redéfini le passé chinois pour le rendre « homologable », en utilisant un vocabulaire emprunté à l'Europe.

En cet instant de mondialisation où se trouvent la Chine et le reste du monde, y aura-t-il une façon *chinoise* de s'extraire de cet engrenage. Billeter critique le dualisme simpliste développé par le philosophe chinois Mou Zongsan et par son vulgarisateur français François Jullien, qui veulent imaginer une pensée chinoise qui s'opposerait à la pensée occidentale. Une telle approche est erronée et stérile. Mais comment dépasser ce besoin de l'Autre grâce auquel et vis-à-vis duquel on peut s'identifier ? Étant donné que l'identité « authentique » n'existe pas, comment fonder une nouvelle forme d'identité chinoise ? Selon Billeter, seul un changement à l'échelle

mondiale pourrait y mener, mais un changement dont les conditions seront particulières en chaque endroit. Pour refouler la mondialisation, évolution logique de la raison marchande, il faut « conserver ou inventer des pratiques différentes dans différentes parties du monde ». Ceci demanderait alors que l'on abandonne le rêve séducteur orientaliste d'une identité chinoise authentique qui existerait en opposition au non moins inauthentique Occident. Billeter ne défend pas pour autant un discours culturaliste qui, en encourageant les divisions, sert les desseins des dirigeants de l'économie mondiale en leur offrant « d'inépuisables moyens de manipulation ». Il trouve en effet dangereuse l'alternative entre « l'uniformisation » imposée par la raison économique et le retour à des « cultures » ou des « traditions » passées. Si le livre de Billeter devait se terminer ainsi, il n'offrirait qu'une analyse sans espoir.

Dans la deuxième partie, intitulée « Bref essai sur l'histoire chinoise, d'après Spinoza », il suggère toutefois différents scénarios pour l'avenir de la Chine, en commençant par une réflexion sur la question de la définition de la Chine et de l'identité chinoise. La difficulté de répondre à cette question, ou même de la poser en termes adéquats, réside dans le manque de vision ou de méthodologie pluridisciplinaire nécessaire à l'appréhension de « l'unité profonde » d'une société ou d'une civilisation : nous manquons de nos jours de sens de la totalité d'une société. S'inspirant du *Tractatus* que Spinoza a consacré au peuple juif, en particulier de son observation sur les malheurs des Juifs qui tireraient leur origine de la transgression de la séparation des pouvoirs (étatique et religieux) établie par Moïse, Billeter se concentre ici sur le problème du pouvoir dans l'histoire chinoise. Ce qui distingue la Chine des autres grands États historiques qui l'ont précédée, c'est l'idée durable qu'elle était une. Billeter distingue deux « moments cruciaux » de ce processus d'intégration : la création de la royauté des Zhou, mille ans avant notre ère, et l'unification de l'empire par Qin Shihuang en 221 avant notre ère. L'auteur voit dans ces moments décisifs plus qu'une signification politique. Ils « ont marqué la civilisation chinoise dans ses structures les plus fondamentales » en lui fournissant ses principes

fondateurs. Pourtant, au lieu de privilégier le second moment, comme le fait l'historien Jacques Gernet, il choisit la fondation de la dynastie des Zhou comme moment capital. La grande invention politique stabilisatrice des Zhou fut la conversion des relations politiques entre le souverain et ses alliés en relations familiales. Elles furent hiérarchisées de façon si sophistiquée et avec une nomenclature si précise que la place de chacun à l'intérieur de cette hiérarchie était parfaitement claire. Le système fut progressivement accepté comme naturel et a perduré jusqu'à nos jours.

Billeter met aussi en évidence un autre phénomène spécifiquement chinois : l'importance du stratégique. Il entend par là une façon d'agir et de penser le pouvoir qui se distingue de la notion européenne du politique. Le stratégique ne vise pas nécessairement l'anéantissement de l'ennemi, mais la domination d'un pouvoir unique. La Chine n'a jamais connu la séparation des pouvoirs que les Hébreux ou les sociétés modernes ont pratiquée. Elle a plutôt fait l'expérience de ce que Billeter décrit comme « la transcendance du pouvoir », qui signifie que tout conflit doit être contrôlé par la domination et que tout rapport social est toujours hiérarchique ou stratégique. Ce mode historique de gestion du pouvoir a été remis en question par l'intervention musclée des puissances européennes au XIX<sup>e</sup> siècle. Le choc que subit alors l'imaginaire chinois mène à poser la question de l'identité chinoise au sein de la modernité.

Billeter propose deux perspectives pour décrire la situation actuelle. La première veut que les problèmes de la Chine soient issus du passé du pays et qu'il n'y ait aucun inconvénient à poursuivre une modernité idéalisée. La seconde demande que le passé chinois et la modernité soient critiqués ensemble, « comme deux réalités également dépassables ». Les modernisateurs n'envisagent pas les choses selon cette seconde perspective, si bien qu'ils ne perçoivent pas la réaction en chaîne que Billeter a décrite dans sa première partie. Ils n'ont donc pas conscience que tout acquis politique sera « dénaturé par l'assujettissement de toute la vie sociale à la loi de la marchandise ». Que ce soit en Chine ou ailleurs, il faut donc imaginer une réalité nouvelle. Comme nous le rappelle Billeter, toute « société humaine est un système imaginativement institué pour faire face à

des conditions nouvelles ». C'est cette nature imaginaire et révoicable que nie la « raison économique » afin de prolonger son existence. Nous sommes toutefois libres de lui en substituer un autre.

**Gregory B. Lee**  
Université Lyon 3